

Shoshana Zuboff

L'Âge du capitalisme de surveillance

*Le combat pour un avenir humain
face aux nouvelles frontières du pouvoir*

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS)
PAR BEE FORMENTELLI ET ANNE-SYLVIE HOMASSEL

ÉDITIONS ZULMA
18, rue du Dragon
Paris VI^e

Titre original:

THE AGE OF SURVEILLANCE CAPITALISM

© 2019, Shoshana Zuboff.

Cette édition est publiée en accord avec Public Affairs,
une marque de Perseus Books, LLC, filière d'Hachette Book Group Inc,
New York, New York, USA. Tous droits réservés.

© Zulma, 2020, pour la traduction française.

Couverture: David Pearson

www.zulma.fr

*Ce livre est dédié au passé et au futur :
en mémoire de mon bien-aimé, Jim Maxmin ;
en mémoire de mon courageux ami, Frank Schirmacher ;
en l'honneur de mes enfants,
Chloe Sophia Maxmin et Jacob Raphael Maxmin :
j'écris pour votre avenir et
les défis éthiques de votre génération.*

Glacés par le Présent, ses ténèbres, son vacarme,
Au réveil nous aspirons à un ancien
Sud, à une ère chaude et nue d'équilibre
Instinctif, à un goût de joie dans une bouche innocente.

La nuit, dans nos cabanes, nous rêvons de prendre part
Aux bals de l'Avenir : chaque dédale du rite
À un plan musical obéit, et tout cœur musicien
Peut suivre sans faillir son parcours sans défaut.

Nous envions aux maisons, aux cours d'eau leur assurance,
Mais, incertains, voués à l'erreur, nous n'avons jamais été
Calmes et nus comme une grande porte,

Et jamais ne serons sans défaut comme nos fontaines :
Nous vivons libres par nécessité,
Peuple montagnard habitant des montagnes.

– W. H. Auden,
Sonnets from China, XVIII

Définition

Capitalisme de surveillance, n.

1. Un nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente ;

2. Une logique économique parasite selon laquelle la production des biens et des services est subordonnée à une nouvelle architecture globale de modification des comportements ;

3. Une mutation dévoyée du capitalisme marquée par des concentrations de richesse, de savoir et de pouvoir sans précédent dans l'histoire humaine ;

4. La structure fondatrice d'une économie de surveillance ;

5. Une menace pour la nature humaine, au XXI^e siècle, aussi cruciale que l'a été le capitalisme industriel pour le monde naturel aux XIX^e et XX^e siècles ;

6. L'origine d'un nouveau pouvoir instrumentarien qui affirme sa domination sur la société et lance des défis inédits à la démocratie de marché ;

7. Un mouvement qui vise à imposer un nouvel ordre collectif fondé sur la certitude absolue ;

8. Une dépossession des droits humains essentiels mieux comprise comme *coup d'en haut* : un renversement de la souveraineté du peuple.

Sommaire

<i>Préface à l'édition française</i>	I
--------------------------------------	---

INTRODUCTION

Chapitre 1. Le futur numérique : chez-soi ou exil ?	19
I. Les questions les plus anciennes	19
II. <i>Requiem pour un chez-soi</i>	22
III. <i>Qu'est-ce que le capitalisme de surveillance ?</i>	25
IV. <i>Le sans-précédent</i>	30
V. <i>Le marionnettiste, non la marionnette</i>	33
VI. <i>Plan, thèmes et sources de ce livre</i>	37

PREMIÈRE PARTIE

LES FONDEMENTS DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE

Chapitre 2. 9 août 2011 : où l'on pose les bases du capitalisme de surveillance	49
I. <i>Le hold-up d'Apple</i>	50
II. <i>Les deux modernités</i>	54
III. <i>L'habitat néolibéral</i>	62
IV. <i>L'instabilité de la deuxième modernité</i>	67
V. <i>Une troisième modernité</i>	73
VI. <i>Le capitalisme de surveillance comble le vide</i>	80
VII. <i>Pour un avenir humain</i>	84
VIII. <i>Identifier et domestiquer</i>	93

Chapitre 3. La découverte du surplus comportemental	95
I. Google : le pionnier du capitalisme de surveillance	95
II. Un équilibre des pouvoirs	100
III. Recherche du capitalisme : L'argent impatient et l'état d'exception	105
IV. La découverte du surplus comportemental	109
V. Le surplus à grande échelle	120
VI. Une invention humaine	124
VII. Les secrets de l'extraction	127
VIII. Résumer la logique et les opérations du capitalisme de surveillance	134
Chapitre 4. Les douves autour du château	141
I. Ressources naturelles humaines	141
II. La stratégie du cri pour la liberté	145
III. Le refuge : l'héritage néolibéral	153
IV. Le refuge : l'exceptionnalisme de la surveillance	160
V. Fortifications	171
Chapitre 5. L'élaboration du capitalisme de surveillance : kidnapper, accaparer, rivaliser	181
I. L'impératif d'extraction	181
II. Accaparés	184
III. Le cycle de dépossession	193
IV. Les chiens de l'audace	215
V. La compétition pour la dépossession	219
VI. Le chant des sirènes des revenus de surveillance	229
Chapitre 6. Pris en otage : la division du savoir dans la société	243
I. Les déclarations de Google	243
II. Qui sait ?	248
III. Le capital de surveillance et les deux textes	252
IV. Le nouveau clergé	257
V. La privatisation de la division du savoir dans la société	261
VI. Le pouvoir du sans-précédent : récapitulation	264

DEUXIÈME PARTIE

L'AVANCÉE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE

Chapitre 7. Le commerce du réel	271
I. L'impératif de prédiction	271

II. <i>La tendre conquête des animaux en liberté</i>	279
III. <i>Troupeaux humains</i>	282
IV. <i>La realpolitik du capitalisme de surveillance</i>	285
V. <i>La certitude comme source de profit</i>	289
VI. <i>Exécuter le décontrat</i>	297
VII. <i>L'inévitabilisme</i>	301
VIII. <i>Ce sont les hommes qui l'ont fabriqué</i>	306
IX. <i>La conquête du terrain</i>	309
Chapitre 8. <i>La restitution : de l'expérience aux données</i>	315
I. <i>Les termes de la soumission à la restitution</i>	315
II. <i>La restitution du corps</i>	327
Chapitre 9. <i>La restitution depuis les profondeurs</i>	345
I. <i>La personnalisation comme conquête</i>	345
II. <i>La restitution du moi</i>	364
III. <i>Émotion automatique</i>	381
IV. <i>Quand ils viendront pour ma vérité</i>	391
Chapitre 10. <i>Faites-les danser</i>	395
I. <i>Économies d'action</i>	395
II. <i>C'est Facebook qui écrit la musique</i>	403
III. <i>Pokémon Go ! Go !</i>	416
IV. <i>Mais quels étaient les moyens de modification des comportements ?</i>	429
Chapitre 11. <i>Le droit au temps futur</i>	443
I. <i>Je veux vouloir</i>	443
II. <i>Nous voulons vouloir</i>	448
III. <i>Comment s'en sont-ils tirés à si bon compte ?</i>	454
IV. <i>Prophétie</i>	465

TROISIÈME PARTIE

DU POUVOIR INSTRUMENTARIEN
POUR UNE TROISIÈME MODERNITÉ

Chapitre 12. <i>Deux types de pouvoir</i>	471
I. <i>Un retour au sans-précédent</i>	471
II. <i>Le totalitarisme comme nouveau type de pouvoir</i>	474
III. <i>Un horizon contraire</i>	482

IV. <i>L'Autre / the Other-One</i>	484
V. <i>Contre la liberté</i>	490
VI. <i>Une technologie du comportement humain</i>	494
VII. <i>Deux utopies</i>	497
Chapitre 13. <i>Big Other et l'essor du pouvoir instrumentarien</i>	503
I. <i>L'instrumentarisme comme nouveau type de pouvoir</i>	503
II. <i>Un projet de marché de la certitude totale</i>	508
III. <i>La malédiction de notre siècle</i>	512
IV. <i>Le syndrome chinois</i>	519
V. <i>La route bifurque</i>	528
Chapitre 14. <i>Une utopie de la certitude</i>	531
I. <i>La société vue comme l'Autre</i>	531
II. <i>La totalité inclut la société</i>	533
III. <i>L'utopisme appliqué</i>	539
IV. <i>La convergence comme relations automatisées</i>	543
V. <i>La convergence comme société</i>	548
Chapitre 15. <i>Le collectif instrumentarien</i>	553
I. <i>Les grands prêtres du pouvoir instrumentarien</i>	553
II. <i>Quand Big Other dévore la société : la restitution des relations sociales</i>	557
III. <i>Les principes d'une société instrumentarienne</i>	571
IV. <i>La troisième modernité de la ruche</i>	588
Chapitre 16. <i>De la vie dans la ruche</i>	591
I. <i>Nos canaris dans la mine</i>	591
II. <i>La main et le gant</i>	596
III. <i>Une preuve d'existence</i>	602
IV. <i>La prochaine nature humaine</i>	613
V. <i>Retour au troupeau</i>	618
VI. <i>No exit</i>	625
Chapitre 17. <i>Le droit au sanctuaire</i>	631
I. <i>Big Other dépasse la société</i>	631
II. <i>La justice comme nouvelle frontière du pouvoir</i>	637
III. <i>Toute licorne a son prédateur</i>	647

CONCLUSION

Chapitre 18. Un coup d'en haut	657
I. Liberté et savoir	657
II. Après la réciprocité	662
III. Le nouveau collectivisme et ses maîtres de l'indifférence radicale	669
IV. Qu'est-ce que le capitalisme de surveillance ?	679
V. Capitalisme de surveillance et démocratie	684
VI. Être la friction	688
Remerciements	697
Notes	701
Index	805

Note à mes lecteurs français

Parfois les choses disparaissent avec le temps. Parfois elles se renforcent.

L'Âge du capitalisme de surveillance est le fruit de près de dix années de réflexion, de recherche et d'écriture, auxquelles il faut ajouter les nombreux mois du processus de publication. L'ouvrage a été publié en Allemagne en septembre 2018, puis aux États-Unis en janvier 2019. Vingt-quatre mois plus tard, le capitalisme de surveillance est toujours en marche, plus féroce et plus impitoyable que jamais. Loin de disparaître au milieu des actualités de l'an passé, ces pages ont encore gagné en intensité. La situation est urgente. Pendant quatorze mois de pérégrinations, de la publication du livre à la pandémie, j'ai discuté avec des lecteurs de tous les âges, en Europe et aux États-Unis. Deux phénomènes m'ont surpris. Premièrement, ces auditoires étaient de plus en plus nombreux et semblaient de plus en plus habités par le besoin d'agir. Deuxièmement, à chacune de ces présentations, j'ai demandé aux lecteurs de m'indiquer quel mot incarnait au mieux leur inquiétude. Les réponses ont été pratiquement identiques, dans quelque pays, quelque ville où elles soient énoncées : *liberté, contrôle, démocratie, responsabilité, autonomie, pouvoir, inquiétude, respect de la vie privée, résistance, colère, rébellion, droits, méfiance, inégalité, manipulation, loi, justice*.

Ces termes décrivent la pression d'un nouveau type de pouvoir qui, pesant sur le cours de notre vie quotidienne, surveille, suit, cible, analyse, définit, manipule et contrôle des individus, des

groupes, des populations. Mais quelle est l'origine de ce pouvoir ? Est-ce nécessairement sous sa botte qu'on doit vivre l'ère du numérique ? Ou n'est-ce qu'une sinistre dérive des pratiques d'une poignée d'entreprises ? Comme je le démontre dans ces pages, la véritable origine de ce pouvoir et de son poids est le *capitalisme de surveillance* : une nouvelle forme de marché qui revendique l'expérience humaine privée comme matière première dont elle se sert dans des opérations secrètes d'extraction, de production et de vente. L'économie de la surveillance est devenue l'expression dominante du capitalisme dans l'ère numérique ; elle a pris racine et a prospéré dans les vingt premières années du siècle numérique sans opposition réelle de la part de la loi et des institutions démocratiques.

L'économie de la surveillance telle que je la décris dans les premiers chapitres de cet ouvrage entraîne de nombreuses perturbations que l'on retrouve régulièrement en une des journaux sans en saisir nécessairement la source, ni la logique : le pouvoir des géants de la technologie – pouvoir dont ils n'ont à répondre devant personne – et leur destruction du sanctuaire humain ; la captation illicite de l'expérience humaine qui leur permet d'effectuer des opérations de micro-ciblage, de manipulation des comportements et de contrôle social ; leur écosystème d'applis et d'entreprises spécialisées dans les services de surveillance ; leur mainmise sur le monde du numérique ; la manière dont ils possèdent et gèrent non seulement Internet mais aussi les principales infrastructures de l'information et de la communication, si essentielles à l'exercice de toute fonction sociétale ; le *coup des gens* commis par eux, qui leur permet de défier les institutions démocratiques et, à terme, de les remplacer par une gouvernance informatique visant au profit ; le fléau empoisonné de la désinformation lucrative ; les extrêmes concentrations de savoir, de richesse et de pouvoir qui produisent des inégalités sociales de natures inédites ; un vide politique que devraient combler de nouveaux droits humains, de nouvelles lois ; la collusion entre le gouvernement américain et les entreprises technologiques, qui protège et nourrit le pouvoir privé de ces dernières, mettant en danger toutes les démocraties libérales et diminuant les droits démocratiques de tous les citoyens.

Le capitalisme de surveillance a été inventé en 2001 – c’est aussi l’année durant laquelle la « guerre contre la terreur » déclarée par les États-Unis et l’obsession de « l’information totale » qui en a découlé se sont emparées de l’imaginaire du gouvernement américain et, d’une certaine manière, de presque toutes les démocraties du monde. Aux États-Unis, la doctrine non écrite de ce que j’appelle « l’exceptionnalisme de la surveillance » a permis à des entreprises du Net, alors balbutiantes, de développer leurs capacités à la surveillance, à la captation de données et à l’analyse sans en être empêchées par quelque loi, quelque règlement ou quelque principe constitutionnel que ce soit.

Une dizaine d’années plus tard, elles pouvaient proclamer « Mission accomplie ! » En 2013, le directeur du Renseignement de la CIA livrait cet aveu stupéfiant : « *Nous sommes quasiment en mesure d’informatiser toutes les informations générées par les êtres humains.* » La caractéristique principale de la mission technologique de la CIA, expliquait-il, était de « profiter [...] des flots massifs d’information qui étaient apparus sur la planète ». Ces « flots » n’étaient autres que les chaînes d’approvisionnement du capitalisme de surveillance, transportant l’information générée par les êtres humains par des mécanismes cachés d’extraction et de datafication mis au point par les entreprises vers des opérations exclusives et secrètes d’analyse et de vente. Le directeur du Renseignement n’a aucun scrupule à reconnaître la dette de la CIA envers ces pratiques sans précédent : Google (« qui fournit des masses de choses »), Facebook (« 35 % de la production mondiale de photographie numérique ! »), YouTube (« le seul stock du monde qui atteint et dépasse l’exaocet ! »), Twitter (« 4 500 tweets par seconde ») et les entreprises de télécommunications (« tous ces SMS, tous ces coups de fil sur les portables ! »). « Vous êtes déjà une plateforme ambulante de capteurs », déclarait le directeur du Renseignement de la CIA à ses auditeurs. Trois mois plus tard, Edward Snowden apparaissait sur la scène mondiale et mettait en lumière le rôle fondamental des entreprises technologiques en la matière : ce sont elles qui sécrètent ces nouveaux et immenses continents de données personnelles. En octobre 2013, Michael Hayden, ancien directeur

de la NSA et de la CIA, méditait sur l'après-11 septembre : la CIA, remarquait-il, « pourrait à juste titre être accusée d'avoir militarisé Internet ».

Le gouvernement américain n'est pas le seul à avoir bénéficié de la production de données personnelles par les entreprises technologiques en dehors de tout respect de la Constitution. Une vaste étude universitaire portant sur l'accès systématique des gouvernements aux données produites par le secteur privé dans treize pays, y compris les démocraties que sont la France, l'Allemagne, Israël, l'Italie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, l'Australie, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, relève « une agrégation croissante des données personnelles aux mains des entreprises privées » et conclut que tous les gouvernements concernés par l'étude pratiquent la « collecte de masse », qui est une accumulation de données « sans suspicions ciblées ». Ces deux phénomènes ont leur origine dans le capitalisme de surveillance.

Pendant les vingt premières années du siècle numérique, période essentielle, et tandis que le capitalisme de surveillance pouvait s'enraciner et prospérer en Occident, la Chine a affiné sa vision spécifique de l'avenir numérique. L'État autoritaire chinois a imaginé, développé et appliqué avec pugnacité une approche des technologies numériques qui promeut sa propre forme de gouvernement autoritaire à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. La réponse chinoise à la pandémie de Covid-19, dans son hyper-technologie, a juste ajouté un chapitre à un programme de longue haleine, techno-autoritaire s'il en est, et en contradiction fondamentale avec les valeurs et les aspirations des démocraties libérales. La politique intérieure et extérieure de la Chine allie systèmes de surveillance et intelligence artificielle pour imposer une gouvernance informatique, outil de la consolidation du savoir sans faille de l'État et de son contrôle absolu sur les citoyens et la société.

Pendant que la Chine élaborait sa feuille de route vers un avenir numérique et autoritaire, les démocraties libérales n'ont pas su construire leur propre vision cohérente d'un futur technologique qui promeuve les formes démocratiques de gouvernement.

Cet échec à structurer des perspectives pour notre siècle numérique reflète nos vingt dernières années de peur et d'ambivalence. Les démocraties occidentales en effet n'ont su choisir entre les charmes de la certitude et du contrôle, d'une part, et d'autre part les principes de la souveraineté individuelle enracinés dans les droits, l'égalité, l'état de droit et la gouvernance démocratique.

Le capitalisme de surveillance a rempli le vide créé par cette inertie. Les démocraties libérales ont livré l'architecture du futur numérique aux entreprises privées du secteur technologique dont elles dépendent à présent pour leurs capacités de surveillance. Résultat : une poignée d'entreprises de la technologie se sont, en un temps record, métamorphosées en empires de la surveillance pesant chacune des centaines de milliards de dollars. Mais aussi : une dérive de vingt années vers la normalisation anti-démocratique de systèmes de surveillance et de contrôle des comportements, un projet de marché lucratif qui navigue sous le pavillon du capitalisme de surveillance privé. Au lieu de vivre un Âge d'or numérique qu'accompagnerait la démocratisation promise de l'information, nous avons été relégués vers des temps féodaux, les empires de la surveillance privée parvenant à des concentrations sans précédent de savoir et au pouvoir injustifié qui découle de ce savoir. Le fossé entre ce que je peux savoir et ce qui peut être su à mon sujet s'élargit, créant un abîme plus inquiétant encore entre ce que je peux faire et ce qu'on peut me faire. Le savoir illicite et le pouvoir injustifié du capitalisme de surveillance, tels qu'ils sont décrits dans ces pages, menacent de défaire la démocratie tout en refondant l'ordre social.

Parfois les choses disparaissent avec le temps. Parfois elles se renforcent – et parfois ce renforcement annonce leur fin. L'inso-lence et la visibilité croissantes du capitalisme de surveillance convoquent la prise de risque et la résistance ; en dernière instance, je le crois, elles déclencheront une exigence irrésistible de vrai changement. Le retour de manivelle social est déjà patent ; le grand public évolue remarquablement sur ces questions, nous en avons déjà de nombreux indices. Les révélations stupéfiantes sur le scandale de Cambridge Analytica ont constitué un tournant. Plus

récemment, l'excès d'orgueil démontré par les capitalistes de surveillance en réponse à la pandémie de Covid-19 a fait l'objet d'un discours critique d'une nature nouvelle ; les citoyens se font sceptiques et les contre-attaques ne manquent pas. Ces expériences globales et partagées par tous attirent l'attention sur notre condition historique et mettent en lumière ce compartiment vide du XXI^e siècle où devrait se loger le pouvoir démocratique : *Nous avançons nus dans le siècle numérique sans les institutions, sans les chartes de droit, les cadres juridiques, les paradigmes réglementaires et les formes de gouvernance nécessaires à la création d'un futur numérique compatible avec la démocratie.*

Cette condition commune peut se comparer à ce que serait une traversée du XX^e siècle sans les lois qui interdisent le travail des enfants ou instituent un salaire minimum ; sans le droit de se syndiquer, de faire grève et de négociation collective ; sans le droit du consommateur à des aliments, à des produits et à des médicaments qui n'altèrent pas sa santé ; sans les institutions et les lois qui contrôlent la sécurité et l'hygiène des lieux de travail, les relations employeurs/employés, la concurrence et le commerce équitables, la protection de l'environnement, la santé publique, le droit au logement et à l'éducation ; sans la protection sociale, rempart contre la maladie, le chômage, le vieillissement, et j'en oublie. Ces institutions sont nées des luttes que les citoyens et les législateurs ont menées pour rétablir l'équilibre entre le travail et le capital, faisant du capitalisme industriel une pratique compatible avec la démocratie au XX^e siècle.

Les législateurs de l'Union européenne, du Royaume-Uni et – oui, des États-Unis – ont enfin ouvert les yeux sur ce qui est le défi du siècle ; la France a en la matière un rôle de leadership essentiel. Les dix prochaines années seront décisives. Il nous faut deux choses pour réussir. Premièrement, que ceux qui font les lois et les politiques publiques aient le soutien du peuple. Les citoyens doivent joindre leurs voix à des formes nouvelles d'action collective. Deuxièmement, nous ne pouvons lutter contre ce que nous ne comprenons pas. La maîtrise des faits et de leurs implications est essentielle. La nature du pouvoir exercé par le capitalisme de

surveillance pour contrôler les individus et la société ne se compare à rien dans notre répertoire historique. C'est une créature du XXI^e siècle qui ne peut être domptée que par des droits et des lois du XXI^e siècle – qui attendent encore d'être formalisés. Si nous voulons combattre cette créature avec quelque espérance de succès, il nous faut la connaître en profondeur.

Parfois les choses disparaissent avec le temps. Parfois elles se renforcent. Mon espoir est que cet essai contribue au renforcement de votre compréhension et de votre pouvoir.

SHOSHANA ZUBOFF
28 août 2020